

GAËTAN DUSSAUSAYE "Les Français demandent la baisse des taxes !" (BFM TV)

35 min · Rassemblement National

· Je vais vous apporter quelques mots de réponse. D 'abord, c 'est évident que les Français demandent la baisse des taxes parce qu 'il se trouve que c 'est pas une solution qu 'on sort d 'un chapeau magique. C 'est ce qu 'ont fait nos partenaires européens. Vous regardez l 'Italie, vous regardez l 'Espagne, vous regardez la Bolle... · Parce qu 'ils ont des marges de man-uvre, avec une meilleure croissance en Espagne, par exemple. · La Suède aussi l 'a fait. Oui, alors les marges de man-uvre, on pourra aller chercher la responsabilité des Macronistes. Maintenant, sur les pistes de financement, il y a un moment donné, on l 'a déjà dit, on a été très clair dès le début. Parce que d 'ailleurs, j 'aimerais que lorsque vous recevrez d 'autres personnalités politiques, vous leur demandez comment leurs candidats financent les propositions qu 'ils font. J 'ai entendu par exemple M. Edouard Philippe nous parler d 'un doublement de l 'aide ciblée sur les grands rouleurs. Aucune piste de financement en face de cela. J 'ai entendu la même chose pour M. Gabriel. · La espèce, Edouard Philippe, ne vous promet pas là à la retraite à 62 ans, contrairement à vous. · Oui, mais je vois absolument pas le rapport avec ça. Mais si vous voulez qu 'on va aller sur les dépenses, on va aller sur les dépenses. Il n 'y a aucun problème là -dessus. Il y a un moment donné, par exemple, sur la baisse de la TVA et la suspension des hausses Macron sur la TICPE, donc l 'assise sur les pétroles. Tout ça, ça coûte 15 milliards d 'euros à l 'année, c 'est -à -dire 1 ,25 milliard d 'euros par mois. Il y a un moment donné... · Et là, vous trouvez où, Stavon ? · Dans tout ce que dépense l 'État. C 'est 1 % de tout ce que dépense l 'État chaque année. Nous, l 'année dernière, on a fait un contre -budget parce qu 'on bosse. Quand on est à l 'Assemblée nationale, on bosse, on se met autour d 'une table et on fait des propositions. On a proposé jusqu 'à 57 milliards d 'économies et pas les 54 milliards de Sébastien Lecornu. · Voilà, attendez, parce que les 15 milliards, pourquoi vous n 'êtes pas capable de faire 15 milliards ? · Non, mais ils sont extraordinaires parce qu 'ils ont voté un soir une augmentation de 26 milliards de la fiscalité française. · Non, pas du tout. C 'était un outil de l 'une pour

l 'organisation fiscale. Si vous confondez les francs fiscaux et un cours, on va pas du tout s 'entendre là -bas.

· On arrête de payer à Bruxelles. · Oui, mais M. Maillard, répondez à ma question. Pourquoi vous n 'êtes pas capable de trouver 15 milliards dans les dépenses astronomiques de l 'État ? · Vous allez voir que la difficulté est de trouver 54 milliards. Parce qu 'en fait, tout le monde s 'est habitué à avoir son fonctionnement avec une aide. · Oui, donc il y a une incapacité à faire des économies en France. · Mais bien sûr. C 'est ça, la grande difficulté. · Vous me posez la question, je vous réponds très franchement. Oui, c 'est très difficile. On n 'a aucun budget... · On les coins, c 'est vrai. · Aucun budget... Depuis que je suis né, 74 ans, aucun budget n 'était 74 ans. · Depuis 10 ans, vous êtes au pouvoir. · N 'a été à l 'équipe. · Non mais on a une part de responsabilité, je suis tout à fait d 'accord. · Donc vous avez tellement accéléré sur les dépenses publiques que vous ne savez plus freiner. · Ça fait tellement... · Mais c 'est pour ça que c 'est un... · En fait, c 'est un bolide qu 'on ne peut plus arrêter. · On a un moment de vérité avec... Déjà, François Bérrou l 'avait dit très clairement il y a un an. · Et puis il a été délogé par les députés. · Qui va voter des économies ? Moi, je suis ravi de voir que le Rassemblement national dit qu 'on va voter des économies. On va voir ce qu 'il va proposer. · On a fait des propositions l 'année dernière, monsieur Mayer. Vous n 'avez strictement rien retenu. Des économies sur la politique... · 27 milliards d 'arrêté de payer Bruxelles. · Les politiques sur le train

de vie de l'État, vous refusez. · Les politiques... · Les agriculteurs... · Laissez -moi vous répondre. Les économies qu'on vous a proposées, par exemple, sur le millefeuille administratif, on a 1244 agences. C'est pas le Rassemblement national qui a signalé ce nombre. C'est François Bayrou, votre ancien soutien. On vous a proposé des économies là -dessus. · Et vous savez bien que les budgets... Vous avez tout refusé. · Vous avez tout refusé. On a fait la même chose sur la contribution au budget de l'Union européenne. · Mais non, mais... · Mais non, mais... · 4 milliards sur l

'ADEME. Excusez -moi. Vous avez raison, ça coûte 4 milliards. On supprime l'ADEME. Bon, discussion. OK. Mais ça, c'est... Donc concrètement, d'aider, par exemple, nos concitoyens qui n'ont pas les moyens à changer de chaudière... Donc ça, vous arrêtez, par exemple. · On a besoin d'une agence... · Mais moi, je suis d'accord. Vous savez quoi ? Je suis contre le principe des agences. Je pense que c'est aux politiques de porter ça. · Mais pourquoi vous commencez pas à laisser... · Mais le budget, le budget, il reviendra aux politiques... · Aujourd'hui, il y a une entreprise, dans tous les cas qui... Dans tous les cas, aujourd'hui, il y a une entreprise qui sait de faire le maximum. C'est total. D'ailleurs, j'imagine que pour les transporteurs routiers, quand il s'agit de faire le plein, on va vers le moins cher. C'est total. · Total, raquette, dit Jean -Luc Mélenchon en ce qui concerne total, qui continue de faire des super profits. Le ministre du Commerce, qui était l'invité de BFMTV et DRMC ce matin, ne sache pas pas. Dites, écoutez -moi, total, fais ce qu'il a à faire et j'ai pas envie d'embêter cette entreprise. Écoutez -le. · Moi, je vais vous dire une chose. J'ai pas envie d'embêter Total. Je vous le dis, hein, parce qu'aujourd'hui, on fait front commun. Moi, ce que je souhaite, c'est que Total continue, pendant cette période de crise, à plafonner son prix à 2 ,25 pour le gasoil et 1 ,99 pour le sans -plomb. Le bénéfice fait Total. Il le fait sur le monde entier. Il ne répercute ces 2 ,25 qu'en France. Donc moi, je suis ministre du pouvoir d'achat. Ça me convient qu'on puisse trouver dans notre pays du carburant, gasoil, à 2 ,25 euros. Donc j'ai pas envie d'embêter Total. · Je veux pas embêter Total. Moi, ça me convient. Dans tous les cas, il y a un leader politique qui, lui, veut embêter Total. C'est Jean -Luc Mélenchon. On va essayer de comprendre

pourquoi, avec Raphaël Grabli, dans l'Effet Grabli. Pourquoi est -ce qu'une fois... Bonsoir, Raphaël. · Bonsoir. · C'est Total qui est visé par le leader de la France insoumise. · Ah ben c'est la guerre ouverte entre la France insoumise et Total. Dès le printemps, d'ailleurs, Jean -Luc Mélenchon, il accusait Total, je le cite, de se gaver avec l'argent du peuple. Il a publié une quinzaine de tweets sur Total depuis le début de la crise, avec une nouveauté, d'ailleurs, c'est que désormais Total répond sur les réseaux sociaux pour se défendre. Et c'est plutôt efficace. 3 millions de vues pour la réponse qu'on voit s'afficher. Publié le 16 septembre, c'était sur le sujet des marges totales. Alors ça n'a pas refroidi Jean -Luc Mélenchon, vous le disiez Alain, bien au contraire, qui ce matin a de nouveau attaqué l'entreprise. ·

Proposons le blocage de la marge, quand même, depuis le début de la guerre, multiplié par 7 ,5, mesdames, messieurs. C'est pas une mesure d'une violence abusive que de dire que tout ça est une sorte de raquette qui est faite sur la population française et qui est fixée par notamment la compagnie Total. Alors il y a une expression qui revient régulièrement, c'est de dire Total se gave. Est -ce que c'est vrai ou pas ? Alors ce qu'il faut regarder, c'est ce qu'on appelle la marge brute de raffinage qui, c'est vrai, a explosé avec les hausses de prix. Je vous ai affiché cette marge brute depuis 2022. Alors pour expliquer très simplement ce que c'est que cette marge brute, c'est l'écart entre le prix de l'essence qu'on met finalement dans sa voiture et le cours du pétrole brut qui a servi à la fabriquer. En revanche, ça c'est très important, cette marge brute, c'est pas du tout un bénéfice parce que derrière, les raffineurs doivent payer notamment les investissements, ils sont importants, les coûts de l'énergie, les salaires, ça représente des centaines de millions d'euros chaque année. Résultat, le raffinage en France, c'est une activité qui est peu rentable. D'ailleurs, les pétroliers ferment des raffineries. Les trois quarts ont disparu en 50 ans, d'ailleurs, rappelez le monde au

printemps. Et de son côté, Patrick Pouyanné, le patron de Total, a fermé perdre des milliards sur le raffinage français. C'était le 17 juin dernier à l'Assemblée nationale. En fait, l'activité de raffinage, à elle seule, a accumulé plus de 5 milliards d'euros de pertes fiscales au cours des... depuis une quinzaine d'années. Alors, en revanche, ce qu'a reconnu

Total et ce qu'a reconnu Patrick Pouyanné à l'Assemblée nationale, c'est que oui, quand les prix grimpent, le raffinage en France, même en France, redevient rentable certaines années. Ça a été le cas en 2022, vous le disiez, c'était le cas en 2023. Ce sera très probablement le cas en 2026. En tout cas, si on regarde cette fois au niveau mondial, Total va, oui, clairement, profiter de la situation. J'ai consulté les comptes de l'entreprise. Sur le premier semestre 2026, l'activité raffinage chimie a rapporté près de 3 milliards d'euros à Total. Au premier semestre 2025, donc même période, un an plus tôt, c'était, vous le voyez, 630 millions d'euros, donc environ 5 fois moins. Et vous dites merci à Total, vous, les transporteurs routiers, parce que ce sont ceux qui vous permettent de faire le plein à moindre coût, ou pas ? Alors, d'abord, les transporteurs ont un cadre très spécifique. Les pompes, bien évidemment, nous y allons, mais vous savez que le carburant se vend surtout en soude chez nous. Mais notre propos, il n'est pas là. Moi, j'entends effectivement le débat entre de savoir est-ce qu'il y en a qui font des super profits. Nous, ce qu'on dit, c'est que combien de temps on va pouvoir durer avec un prix de carburant à la pompe aussi élevé ? C'est les cas tombés au niveau des transporteurs routiers, ou pas au niveau des sociétés ? Je vais vous donner quelques chiffres. 2000 défaillances en 2024, autant en 2025, presque 900 défaillances depuis le début de l'année sur le premier semestre. Et donc, il ne prend pas en compte les conséquences de la crise. Oui, on va droit à une catastrophe. Et je rappelle quand même que là, ce dont on est en train de parler, ce sont les entreprises françaises. Et si ces entreprises françaises -là n'avaient pas été là à l'occasion du Covid, je peux vous garantir que le pays aurait énormément souffert. Parce que toute la concurrence étrangère que nous avons à longueur d'année,

qu'on est incapable de contrôler, ils n'étaient pas chez nous. Et donc, ces entreprises -là, il faut les sauver. Mais pour revenir à Total, on a bien compris que Jean -Luc Mélenchon, en a fait sa cible numéro 1 dans cette crise des carburants, c'est la faute de Total, il faut taxer les super -profits de Total. Le gouvernement continue de défendre Total, mais fait aussi pression sur Total pour que la compagnie maintienne ce plafond. Il y a un blocage des prix chez Total, il faut le rappeler, c'est une société privée, elle n'était pas obligée de le faire. Ça va tenir longtemps ? Disons que, évidemment que l'État est en train de dire qu'il ne veut pas embêter Total, puisque Total a quand même fait le boulot de l'État, c'est -à -dire venir aider les Français. S'il n'avait pas été là, ce serait extrêmement compliqué. Donc, l'État doit beaucoup à Total d'avoir plafonné à 1,99 et va le ménager jusqu'au bout, puisqu'il y a ce bras de fer avec Total qui explique que si l'État veut s'en prendre à lui, si l'État voulait taxer ses sur -profits, ça en serait fini du plafonnement. Ce serait une catastrophe, puisqu'on a bien compris que le gouvernement était parfaitement incapable d'aider davantage les Français. Vous disiez tout à l'heure qu'on avait mis des dizaines de milliards d'euros d'aides en 2022 -2023. Là, si on cumule les aides de cette année, on va arriver à 1,4 milliard d'euros. Donc, vous voyez bien, c'est extrêmement faible. Donc, l'État est complètement coincé et va laisser Total. Donc, l'État dit merci Total. Tout ce que peut faire l'État, c'est mettre encore plus la pression sur Patrick Pouyanné et lui dire à minima de maintenir ce plafonnement, voire de faire un peu mieux. Il faut bien voir et insister sur d'où viennent les

marges de Total qui nous ont été décrites. Si Total fait ses marges, c'est parce qu'ils ont été capables d'intégrer les trois secteurs de l'activité pétrolière que sont l'extraction, le raffinage et la distribution. Aujourd'hui, on sait que les prix... à la pompe sont moins guidés au fond par le prix du brut, par le prix du Brent, que par les tensions en réalité sur le secteur du raffinage. C'est pour ça et parce que Total s'est mis en position d'effectuer ses marges qu'il réalise ce que la gauche appelle

des super profits. Là où en revanche, moi je pense qu'il faut questionner cette notion de super profit, c'est qu'au fond si demain nous avons une crise sanitaire, on dira que les boîtes du secteur pharmaceutique qui développent des vaccins ARN et autres font des super profits. On dira également pourquoi pas que les vendeurs de parapluies lorsqu'il pleut font des super profits, sont des profiteurs de crise. Donc c'est la notion même en réalité de super profits qui moi personnellement me pose question. Raphaël ? Oui et ce qu'il faut rappeler c'est que les prix du Brent comme le prix de sortie, c'est-à-dire le prix du produit raffiné quand il est vendu concrètement aux stations-services, les deux sont des cours qui sont internationaux. En fait il n'y a pas de la marge, c'est pas Total qui fixe son prix au moment de le vendre, c'est un cours international. Donc la marge, on va dire Total l'a subi même s'ils en profitent bien, mais c'est pas Total.

Et pour les aides, Patrick Pouyennet avait évoqué un montant sur les aides, enfin sur la restitutions on va dire à la pompe, d'à peu près jusqu'au mois d'août 2 à 300 millions d'euros. On imagine que jusqu'à la fin de l'année ça pourrait monter à 500 millions donc c'est quand même un tiers. Donc pour Total c'est du coût de 500 millions ? Ça pourrait si on projette 500 millions, mais 500 millions c'est quand même un tiers finalement des aides de l'État sur cette crise, donc c'est absolument pas négligeable. Mais vous voyez, on a le cours du pétrole, le baril de Weyer qui est à 100 dollars en augmentation et puis quand on regarde les carburants, on voit bien que le diesel continue d'augmenter. On va essayer de comprendre pourquoi aussi ce diesel augmente avec vous François Gapian, vous avez fait une espèce de radioscopie du diesel. Bonsoir. Bonsoir à tous. À la pompe, le gazole il est aujourd'hui à peu près 24 centimes plus cher que le sans plomb 95, l'inversion des courbes. Évidemment elle a eu lieu juste après le début de la guerre en Iran, une hausse spectaculaire pour ce carburant historiquement moins taxé et donc moins cher. Pourquoi ? Déjà la demande en diesel est toujours très forte. En France, la moitié du parc automobile français roule encore au diesel, ajoutez à cela les poids lourds, les engins de chantier, les machines agricoles, etc. Mais l'offre est aussi beaucoup plus contraignante. Le diesel demande un processus de transformation très poussé et les capacités de raffinage en France et en Europe sont limitées. Résultat, la moitié du gazole consommé en France est importé, ce qui n'est pas le cas de l'essence. À cela s'ajoute un problème majeur. Les pays fournisseurs se raréfient. La Russie fournissait encore une part très importante de notre gazole avant 2022.

C'est terminé avec la guerre en Ukraine et les sanctions européennes. La France s'est donc reportée, si je puis dire, sur le Moyen-Orient. La guerre en Iran, les attaques contre les raffineries et le blocage du détroit d'Hormuz, tout cela perturbe naturellement l'approvisionnement. La France n'est évidemment pas seule à subir ces tensions géopolitiques et se retrouve donc en concurrence avec d'autres pays, la bataille du plus offrant, pour s'approvisionner avec pour conséquence la flambée du prix. Merci François Gapian. Un mot sur le diesel. Vous confirmez que 95 % du transport routier roule au diesel ? Oui, le secteur est encore massivement sur les activités diesel, même s'il a effectivement entamé sa décarbonation. Et d'ailleurs, on va regarder avec... Oui, oui, oui, il a entamé sa décarbonation et on va regarder avec beaucoup d'attention. Vous pouvez rouler en électrique même avec un camion ? On peut rouler en électrique ? L'électrification est en route. Mais très clairement, on sait que les délais pour avoir l'électrification, notamment parce que le réseau de distribution de recharge n'est pas en place, on est sur des échéances qui sont loin pour le poids lourd, pour les véhicules lourds, moyennes ou lointaines. Donc il faudra accélérer aussi ? Oui, mais il y a d'autres énergies que nous utilisons et notamment les biocarburants. C'est pour ça que nous allons regarder avec beaucoup d'attention ce qui va se passer sur le projet de loi de finances, parce qu'il semblerait, et on verra à la lecture du texte, que certaines offensives sur la fiscalité des biocarburants seraient dans le PLF. Nous espérons que ce ne sera pas le cas parce que là, ça sera effectivement... Faire sauter les niches fiscales sur le biocarburant, quoi, en fait. Oui, mais des biocarburants, on a amené les entreprises à aller vers d'autres énergies que le diesel. Venir dire à

ces entreprises -là aujourd'hui qui roulent au biogaz, au biocarburant,

marches arrières toutes et en plus, on va vous faire payer davantage. Là, vraiment, et en plus dans le contexte actuel, le message serait vraiment très dégagé. Puisque vous êtes sur le projet de loi de finances, c'est -à -dire le budget, on cherche des économies tous azimuts. Et puis il y a là, en ce moment, un coup de gueule de la part du MEDEF qui demande à ce qu'on arrête de financer les petits arrêts maladie. Alors, est-ce qu'on peut ou pas ? Est-ce que c'est une plaie pour les finances publiques, ces petits arrêts maladie ? On va en discuter dans un instant.

Votre programme avec Mondoffice. Pour que rien ne vous arrête dans vos projets. Fournitures, mobiliers et solutions de bureaux, mondoffice .fr. Votre programme avec Gilly Starès Super Hybride. Le grand SUV aux 1055 kilomètres d'autonomie pour vous évader tous les jours. Gilly.

De vendredi à lundi, la France va vivre un événement exceptionnel. La visite du pape Léon XIV. C'est un très grand honneur qui vient. De Paris à Lourdes jusqu'à Metz. BFM TV déploie un dispositif exceptionnel pour vous faire vivre ces quatre jours au plus près du pape. C'est maintenant que l'excitation prend une toute autre ampleur. À Paris, après une grande veillée de prière avec 80 000 jeunes au Stade de France, BFM TV sera en direct Place de la Concorde pour vous faire vivre la grande messe célébrée devant plus de 500 000 fidèles. Puis les équipes de BFM TV suivront le pape à Lourdes et à Metz, au cœur des moments forts de sa visite. Envoyés spéciaux, directs et reportages. BFM TV sera au plus près de l'événement. Qui a le poté de scatener la guerre ? La visite du pape Léon XIV en France. C'est à suivre en direct sur BFM TV.

Avec les portes blindées Torchman Metal. Votre sécurité en toute sérénité. En vrai, le leasing c'est quand même pratique. Tu payes un peu tous les mois. Bon, le hic c'est que quand tu te fais voler ta voiture, tu continues de payer. Et là, c'est carrément du losing. Alors qu'à la Maïf, en cas de vol de votre véhicule en leasing, nous remboursons le loueur et votre rapport initial. Maïf, assureur militant.

Estimez gratuitement la valeur de votre bien sur ce loger. Un petit café ! Avec l'outil d'estimation numéro 1, se loger, vous êtes au bon endroit. Téléchargez l'app. Et toi, qu'est-ce que tu veux faire plus tard ? De la compta. T'es sûre ma chérie ? La compta, c'est carrément stylé. Gestion par la data, fluide et connecté. Facture électronique, pilotage par l'IA. Mayonnaise Soft, l'avenir est déjà là. Mayonnaise Soft.

Comme une pierre que l'on jette, dans l'eau vive d'un ruisseau et qui laisse derrière elle notre saison.

Si

Antoine était assuré en santé à la MAF, il pourrait obtenir un rendez-vous ophtalmo sous 15 jours. MAF, MAF, MAF. Je préfère la MAF.

Renault Capture Full Hybriditech s'en recharge à partir de 300 euros par mois. En ce moment, deux mois de loyer offert.

Il y a quelques jours, mon avion s'est écrasé dans la nature.

Je vois mon pote.

Et à la dure. Tu

vois, les yeux.

Le meilleur chien qui ait foulé cette terre. Je vais te ramener à la maison. Heart of the Beast. Actuellement au cinéma. Tu vois, quand je cherchais un prêt pour mon appart, je rêvais d'avoir un CDI. Ah, mais c'était devenu une obsession. Je pensais qu'il y a ça. Je mangeais CDI. Je vivais CDI. CDI, CDI, partout. Et t'as fini par en fumeur ? Non, mais j'ai quand même acheté un appart. Permettre à nos clients d'emprunter sans avoir de CDI. C'est ça, construire pour que le monde bouge. CIC.

Allez, Homicide. Montre -leur que t'es sans revêtement. Et que t'es facile à ranger.

Impressionnant. La batterie de cuisine Homicide tout en inox est à 26 euros chez Leclerc. Tout l'équipement de la maison est à prix Leclerc. Leclerc. Allez, reprenons depuis le début. Quelle est votre couleur préférée ? Le rouge, votre date de naissance ? Demandez à ma mère ? Vous êtes toujours aussi calme. C'est un don, ce qui n'a aucune émotion. J'ai une surprise pour vous. Il n'y a vraiment rien qui vous fait vibrer ?

Vraiment. Qu'est-ce que je peux dire ? Alpha Romeo Junior. Le c-ur ne ment jamais. Alpha Romeo Junior, à partir de 199 euros par mois et jusqu'à 8 ans de garantie. Disponible en électrique ou hybride.

À la Massif, nos pubs, on les fait en agence avec nos sociétaires.

Qui de vous deux est des sociétaires à la Massif en premier ? Ça peut être que moi. Ça fait plus d'une quarantaine d'années. Plus de 40 ans, quelque chose prend. C'est une assurance de vieux ou une assurance de jeunes ? C'est une assurance qui touche tout le monde. Ça s'adapte. Peu importe la génération. On cherche le côté humain et c'est ce qui est le plus important.

La Massif, c'est vous. Ah, et pour la couleur, taupe, évidemment. Ouais, mais faut que ça pète. Ça sera dérangement en hauteur. Moyen haut. Nous, ce qu'on voudrait, c'est un îlot central. Sur le côté. Enfin, sur le côté au milieu, quoi. C'est un côté. Plan, devis, fabrication, poste de votre cuisine. Avec SoCook, tout est clair, même si vous ne l'êtes pas toujours. SoCook, des cuisinistes pas comme les autres. Renew, les occasions reconditionnées et certifiées des réseaux Renault et Dacia.

Renault Clio, full hybridtech d'occasion à partir de 199 euros par mois. Et en ce moment, bénéficiez aussi de deux mois de loyer offerts sur tous les véhicules d'occasion Renault et Dacia. Il y a quelques jours, mon avion s'est écrasé dans la nature.

On va falloir y aller à la dure.

Audi, le meilleur chien qui ait foulé cette terre. Je vais te ramener à la maison. Heart of the Beast, actuellement au cinéma. Vous avez choisi cette monture de lunettes parmi 280 montures de lunettes. Vous avez choisi ce qui naît et supporté son haleine. Voilà. Bah oui, c'est votre beau frère. Pour soigner votre stress, vous avez choisi les médecines douces. Et après tout ça, vous ne pourriez pas choisir votre niveau de couverture santé. À la Matmut, vous profitez d'une mutuelle santé personnalisable qui s'adapte à vos besoins et à votre budget. Et ça, c'est plus juste pour tous. Matmut, élu marque de l'année 2026.

Votre programme avec Monde Office. Pour que rien ne vous arrête dans vos projets. Fournitures, mobiliers et solutions de bureaux. Monde Office .fr Votre programme avec Gilly Staret Super Hybride. Le grand SUV aux 1055 km d'autonomie pour vous évader tous les jours. Gilly. C'est un véritable combat que mène le MEDEF en finir avec le remboursement des courts arrêts maladie. Qu'il ne

puisse plus être indemnisé. Alors, ni par l'assurance maladie, ni par l'employeur. D'ailleurs, madame la ministre de la Santé, Stéphanie Risse, quand on l'écoute, elle est quasiment sur la même longueur d'onde. Notre sécurité sociale ne peut plus soutenir cette augmentation des arrêts maladie. Plus de 7 % par an. Je ne suis pas sûre que votre salaire ait augmenté de 7 % en un an. Nous devons, un, lutter contre les abus. C'est le décret que j'ai pu sortir pour sanctionner les gens qui vont voir plusieurs médecins différents pour avoir plein de petits arrêts. Plus de sanctions pour les gens qui abusent de notre système. Et plus de mesures qui accompagnent les gens pour qu'ils aillent mieux et des arrêts maladie moins longs. En fait, il faut maintenant aller sur la question vérité. Et on va avoir des éléments de réponse avec François Gapillan. François, c'est est-ce que les Français abusent des arrêts maladie, oui ou non ? Je vous garderai bien de donner mon avis. Néanmoins, j'ai avec moi quelques chiffres. C'est le plus important. J'ai retrouvé des données rendues publiques il y a 6 mois par l'assureur AXA à propos de l'année 2025 où l'absentéisme a atteint un niveau record. Coups des arrêts maladie, près de 18 milliards d'euros, soit 7 milliards de plus qu'en 2016 et deux fois plus qu'en 2019 avant l'épisode de la pandémie de Covid

-19. En moyenne, les Français ont, c'est une moyenne évidemment, c'est un chiffre à avoir en tête, un symbole, un jour d'arrêt maladie tous les 20 jours. Des chiffres préoccupants, en particulier en ce qui concerne les cadres et les moins de 35 ans. D'ailleurs, pour cette dernière catégorie, les jeunes travailleurs, ils sont toujours plus concernés par des problématiques de santé mentale. 6 ans dernier, un arrêt maladie de longue durée sur 2 était causé par des troubles psychologiques chez les moins de 30 ans. Qu'en est-il ailleurs en Europe ? D'abord, soyons clairs, la comparaison est difficile parce que les systèmes de comptabilisation sont différents selon les pays et que dans certains pays, notamment l'Allemagne, la Norvège, il n'y a aucun jour de carence. Donc forcément, ça change la donne. Néanmoins, vous voyez, l'OCDE utilise une méthode qui neutralise en quelque sorte les disparités entre les systèmes. Elle calcule le ratio entre les heures de travail habituelles d'un salarié et les heures qu'il a manquées pendant l'année. Ça donne ceci, cette méthode. Eh bien, vous le voyez, elle place la France en dessous de l'Espagne et de la Norvège, mais au-dessus de la Belgique, corque de l'Allemagne. Merci pour ces données précises, François Gapillan. Le patron du MEDEF, Patrick Martin, lui, prône pour des arrêts maladie dits d'ordre public, c'est -à-dire des arrêts qui ne seraient plus remboursés ni par le régime de base, ni par la sécu, ni par les complémentaires santé. Il pense que ça aura un effet comportemental et que ça ferait baisser les arrêts maladie. En gros, il veut instaurer des jours de carence. Il en existe déjà pour les fonctionnaires, ils ont un jour de carence. Pour le privé aussi, des jours de carence. Mais en général, c'est pris en charge par l'entreprise et c'est un coût pour l'entreprise. C'est pour ça que M. Martin dit « Attends, ça suffit ». Vous êtes d'accord avec ça,

Sylvain Maillard ? Oui, je suis d'accord avec cela. Alors, ça ne fait pas forcément des économies pour le budget, parce que la vérité, d'abord, c'est dans les entreprises que ça doit se régler. Mais il faut se dire la vérité, on a un accroissement incroyable des arrêts maladie. Vous l'expliquez comment ? Pour plein de raisons. D'abord, il y a un vieillissement de la population qui travaille, salarié. Mais ça augmente surtout chez les jeunes. Mais beaucoup chez les jeunes, on a, et on le constate, les jeunes entreprises nous le disent et le constatent, il y a beaucoup plus d'arrêts maladie le vendredi et le lundi, par exemple. Ah, donc ce n'est pas génération burn-out, c'est en fait génération week-end prolongée. Mais il y a de tout. La seule chose, c'est que, comme maintenant on peut faire des arrêts maladie plus facilement, sans voir le médecin à distance, on voit bien qu'il y a une culture qui sait... Et c'est un vrai souci. Évidemment, ça coûte beaucoup d'argent, et ça crée dans les entreprises en plus une vraie disparité, parce que quand vous n'êtes pas là, celui qui est malade et qui est vraiment malade, et bien c'est ainsi, mais quand il n'est pas là, c'est de faire que c'est ses collègues qui doivent... La charge de travail est plus importante pour les collègues. Qui doivent travailler, et donc ça crée évidemment... Dernier point qui me semble important, quand vous

êtes en arrêt maladie, et courte maladie, ça donne quand même droit à des congés. Donc quand on est déjà dans un pays où on est... Quand vous êtes cadre au forfait cadre, vous êtes déjà entre 8 semaines et 8 semaines et demie de congés. C'est déjà un record du monde. Mais en plus, vous avez le droit, si vous êtes en arrêt maladie, vous continuez à cumuler des congés. Donc là, on voit bien qu'il y a quelque chose sur lequel il faut qu'on arrête. Moi, je le dis depuis longtemps,

mais on a beaucoup à le dire. Nous ne travaillons collectivement pas suffisamment en France par rapport à nos amis européens. Je regarde juste d'un point de vue européen. On commence plus tard, on finit plus tôt. Et en même temps, dans l'année, on travaille presque 200 heures de moins, par exemple, que les Allemands. Donc là, il y a un moment, il faut très concrètement avoir des mesures qui reviennent au travail. Je suis correcte à OERN. Alors, une petite réflexion avant d'aller sur les arrêts maladie, sur la question de est-ce qu'on travaille collectivement moins que nos partenaires européens ? Collectivement, oui. Mais individuellement, non. La plupart des Français, individuellement, travaillent plus d'heures que les partenaires européens. Donc le vrai sujet, c'est de savoir pourquoi il n'y a pas assez de Français au travail. Et là, se posent toutes les questions de politique de retour à l'emploi, de politique de création d'emploi. D'entrer aussi sur le marché du travail. Bien sûr, évidemment. En France, on en peut plus tardivement sur le marché du travail qu'en Allemagne. Exactement. Le premier emploi de stable, le premier contrat stable pour un jeune en France, c'est 27 ans, quand il est à 23-24 ans, je crois, en Allemagne. Et tout ça, c'est évidemment des cotisations, notamment pour notre système de retraite en moins, de la création de richesses en moins, donc de la productivité. D'accord, mais sur les arrêts maladie ? Sur les arrêts maladie, on fait quoi ? Alors, il y a l'objectif et il y a le moyen d'y parvenir. Comme on l'a dit d'abord, les délais de carence, ils existent. De un jour pour la fonction publique, nous avons d'ailleurs proposé de le rallonger, de l'aligner sur le modèle du privé qui est aujourd'hui à trois jours. On sait que le privé, eux, peuvent bénéficier de complémentaires de mutuelles qui font que, du coup, ils prennent en charge, par le biais de ces complémentaires, les délais de carence qui sont mis en place. Mais une fois qu'on a parlé de la question de l'objectif, qui est de se dire si jamais il y a des recours abusifs à ces arrêts maladie, qu'est-ce qu'on met en œuvre, qu'est-ce qu'on met comme

moyen en face ? Là, le problème avec les solutions qui, pour l'instant, sont mises sur la table, c'est qu'en fait, on va pénaliser tout le monde, y compris ceux qui sont sincèrement malades. Et de faire culpabiliser systématiquement les Français qui travaillent en leur disant qu'il y a toujours une suspicion de quelqu'un qui serait paresseux, qui ne veut pas aller travailler, etc., c'est faux. Aujourd'hui, vous prenez par exemple sur les comparaisons européennes, vous avez un Français sur trois qui, plusieurs fois dans l'année, s'est retrouvé à aller travailler malade. Je ne voudrais pas prendre votre exemple actuellement, mais qui se retrouve à aller quand même travailler malgré le fait qu'il est malade. C'est 10 points de plus que la moyenne européenne. Donc, à un moment donné, ce discours environnement des Français féminins, désolé, il est plus supportable, d'autant plus qu'en France... Oui, donc vous dites que la proposition de Patrick Martin est injuste parce qu'elle va pénaliser tout le monde, même les vrais malades. Exactement. Mais en fait, à chaque fois, ils font des tirs en gros. Et en fait, ce sont les honnêtes citoyens qui s'en prennent pour les figures. Et puis de l'autre côté... Plus rigoureux dans les contrôles aussi. Exactement. Pour peu qu'on donne encore des moyens, justement, à ces contrôles. On peut aussi penser au-delà des caricatures de type... Il y aurait des médecins complaisants. Amandine, courage, absolument. Au-delà des salariés courageux comme Amandine, on peut aussi dépasser l'idée qu'il y aurait des salariés fainéants, de l'autre des médecins complaisants et que toute vénalité de contrôle relèverait d'une société de surveillance parce qu'il y a une frange de la classe politique dès lors que vous évoquez l'idée qu'il puisse y avoir des contrôles sur les arrêts maladie. Le fait, par exemple, que sur la première prescription d'arrêt maladie, ça ne puisse pas excéder un mois. Certains, tout de suite, vous disent société de surveillance, vous sortent Michel Foucault, enfin vraiment, s'indignent à tout va. Moi, je ne crois pas

que ce soit scandaleux. Je crois que c'est vraiment... Ça fait

partie d'un bien commun que nous avons en partage, l'assurance maladie. Il n'est pas scandaleux que nous allons regarder. Quand vous savez, par exemple, qu'il y a 13 000 personnes par an qui se voient prescrire des arrêts maladie par 5 praticiens différents, c'est que 13 000 personnes par an. C'est sûr, c'est de l'ordre du symbole. Mais ça compte, parce que tout ça, mis bout à bout, mine le pacte social. Oui, mais là, aujourd'hui, est-ce que ce n'est pas à la marche, finalement, les fraudeurs par rapport à des gens qui, aujourd'hui, sont vraiment en arrêt maladie ? Ça fait au bout du compte, quand même, François l'a dit tout à l'heure, 18 milliards par an et un boom de... de plus 50 % en 6 ans. C'est-à-dire que moi, il y a des nouvelles pathologies qui apparaissent. · Vous savez ce que vous disent ? Les médecins, ils disent « Moi, quelqu'un vient me voir en me disant « Écoutez, je me sens pas bien, je veux m'arrêter. » Le médecin, il veut pas prendre de risques. · Moi, j'ai prêté serment. Le médecin dit « Ok, je vous arrête. Je préfère ce principe de précaution et de prévention plutôt que d'avoir quelqu'un ensuite qui peut-être va faire un burn-out ou va faire un arrêt de jour. » · Dans ces cas-là, ce ne sera pas un arrêt de jour de votre exemple. Parce qu'évidemment, il y en a qui sont en vraie difficulté. Il faut accompagner. Mais un arrêt de 1 jour, 2 jours, 3 jours, c'est ça dont on parle, je crois. · Oui, c'est l'arrêt. · C'est pas la même chose. C'est pas la même chose. · Mais la question, vous n'avez toujours pas répondu, c'est pourquoi les jeunes, pourquoi les moins de 30 ans tombent plus malades qu'avant ? · Parce qu'il y a eu un avant et un après Covid. · Oui, c'est après le Covid. · Il y a un certain nombre de gens qui sont entrés sur le marché du travail, y compris de ma génération, génération 98, qui sont entrés sur le marché du travail au moment de Covid. · Donc c'est un état d'esprit de génération

qui veut plus bosser. · Génération Flemme. · Ne génération pas. · C'est génération Flemme. · Génération Fragile ? · Un peu. · Amandine ? Alors Amandine, c'est la génération Courage, puisqu'elle est là malade, avec ses mouchons à papier. · Mais du coup, plus avais. · Médaille du travail, bientôt. · Non, mais ce qui est compliqué, c'est qu'on n'a pas les informations, en fait. C'est-à-dire qu'on fait quand même des généralités, mais il y a un gros flou. Et on ne sait pas vraiment pourquoi il y a cette tendance et cette aggravation, alors qu'il y a effectivement dramatique pour les finances publiques. C'est spectaculaire. C'est une explosion qu'on ne peut plus continuer à gérer. Donc il est compréhensible que l'État veuille prendre des mesures. Après, la proposition de Patrick Martin, elle est quand même franchement assez radicale. Ne plus couvrir les trois premiers jours. Encore une fois, on ne sait pas pourquoi il se multiplie aujourd'hui. Est-ce que les conditions de travail sont aussi en cause ? Non, mais elles se dégradent dans certaines entreprises. C'est aussi un fait. Il y a certainement les deux qui se cumulent. Désabus d'une part, c'est certain. De l'autre, une dégradation des conditions, c'est certain aussi. En tout cas, globalement... · Est-ce qu'il n'y a pas un état d'esprit différent aussi ? · Si, certainement. · Il y a une génération qui prenait sur elle, qui pouvait aller bosser malade. Alors je ne sais pas si c'est une bonne chose d'aller bosser malade. Et puis une autre qui fait plus attention à elle. · C'est certain qu'il y a un grand changement et qu'on entend beaucoup les entrepreneurs aujourd'hui, et vous le savez très bien, décrire cette nouvelle génération, la génération Y, qui n'a plus envie de se voir imposer des horaires de fin de journée excessifs, qui, dès qu'elle négocie un contrat de travail, négocie également d'avoir beaucoup de télétravail. Ça fait partie de leurs conditions. · Et quand il y a un conflit, on s'en arrête. · Oui, oui, exactement. Non mais elle a vraiment beaucoup d'exigences par rapport à la génération précédente. Donc ça se

répercute aussi certainement sur les arrêts. · On connaît tous des exemples de gens qui ont un conflit avec leur employeur. Et pour essayer de le régler, il y a une espèce de chantage qui se met en place en se mettant en arrêt. · Est-ce qu'on n'est pas finalement en France dans un management un peu daté, là où bon nombre d'entreprises aux États-Unis prennent en compte le bien-être au travail,

aménagent des espaces aussi ? · Il y a une responsabilité des chefs d 'entreprise ? · Non mais il y a de tout. Il y a des très bons chefs d 'entreprise. Il y a des très bonnes entreprises dans lesquelles tout se passe bien et que les gens sont heureux de venir travailler. · Vous avez beaucoup d 'arrêt de travail, vous, Sylvain Magar, du vendredi au lundi ? Non, moi j 'ai déjà la chance d 'avoir... Je ne vais pas trop parler de... · Vous l 'avez dit, c 'est bien sûr. · Il a installé une salle de yoga dans son mariage boutique. Il le dit pas, mais en réalité... · Vous n 'êtes pas loin de dire qu 'on fait d 'accompagnement, de salle de... · Donc vous privilégiez le bien -être au travail. · Mais c 'est tout simplement, si vous voulez avoir les meilleurs, vous faites en sorte que vous accompagnez. Moi je suis en plus parisien et vous savez bien que c 'est la course pour trouver les profils et que vous vous accompagnez. Mais il y a aussi des entreprises qui n 'ont absolument pas les moyens d 'accompagner, où c 'est difficile. On parlait tout à l 'heure des chauffeurs, des routiers. Vous voyez bien que les conditions de travail sont... Donc on ne peut pas mettre tout le monde dans le même sac. Il faut regarder. Mais c 'est vrai que, je vous le redis, il faut absolument qu 'on puisse... Si on veut augmenter le salaire net de chacun d 'entre nous, on voit bien que les salaires doivent être augmentés. Il y a un moment, les coûts sociaux doivent être moins importants. Et donc il faut dire la vérité et regarder ceux qui abusent. Mais dans un instant, on parlera du budget avec l 'ancien premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, qui est aujourd 'hui à la Cour des comptes européenne. Sébastien Lecornu a écrit d 'ailleurs aux socialistes,

il veut les rencontrer, travailler à un compromis. Qu 'est -ce que vous en pensez, monsieur le député du SAUC? On va voir ce qu 'ils vont nous proposer. La dernière fois qu 'ils ont fait le coup, ils ont augmenté de 9 milliards d 'euros les prélèvements obligatoires et ils ont augmenté la dépense publique de 37 milliards d 'euros. Et puis à un moment donné, c 'est pour revenir à ce résultat -là, évidemment. Je ne suis pas compris parce que j 'ai l 'impression que c 'était Marine Lecornu qui allait sauver Lecornu cette fois -ci. Non, finalement, c 'est quand même les socialistes qui pourraient le faire. Sébastien Lecornu se dit aussi que vu ce qu 'il en a goûté à Michel Barnier de faire confiance à Marine Lecornu, peut -être qu 'il faut quand même encore poursuivre son partenariat, son compagnonnage avec Olivier Faure. Mais avec les socialistes, c 'est pas de bras, pas de chocolat. Et sur l 'exercice précédent, Sébastien Lecornu leur a quand même donné la suspension de la réforme des retraites. Il va falloir remettre au panier. En plus, les socialistes sont en campagne, donc ils ne vont rien donner du tout à Sébastien Lecornu. C 'est pas du tout leur priorité. Je ne crois pas, Noël, c 'est rien. Et M. Maillard, il faut encore donner à gauche, là ? Écoutez, moi, je suis très mécontent du fait qu 'on suspend la réforme des retraites. D 'ailleurs, on en paye les conséquences l 'année d 'après. Tout simplement, il y a encore moins d 'argent. Et donc, il faut faire récemment. Nous, on va apporter, René Storch, on va apporter tout simplement, on ne veut pas d 'augmentation d 'impôts. Et on va faire en sorte d 'aller sur les baisses de dépenses de budget. Donc, je suis très heureux de voir les différents groupes. Et on va regarder vote par vote les positions les uns des autres.